



Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail

Wage-led Growth

An equitable strategy for economic recovery

[Une croissance tirée par les salaires

Une stratégie équitable pour le redressement économique]

Sous la direction de Marc Lavoie et Engelbert Stockhammer

Cet ouvrage est le produit final d'un projet de recherche conjoint de l'OIT qui étudie l'inégalité, l'évolution des salaires et leur impact sur l'économie. Il propose une stratégie de croissance tirée par les salaires et sera utile tant pour les futurs chercheurs que pour les responsables politiques.

L'ouvrage examine les causes et les conséquences de la baisse des parts des salaires et de la hausse de l'inégalité salariale, notamment sur la demande globale et la productivité du travail. Il présente de nouveaux éléments d'information empiriques et économétriques concernant les causes économiques et l'impact potentiel de l'évolution de la distribution du revenu. Il expose aussi des stratégies pour les pouvoirs publics et les implications au niveau de la politique d'une reprise tirée par les salaires qui allégerait les problèmes mondiaux liés à la hausse de l'endettement des ménages nécessaire pour soutenir les dépenses de consommation et aux nouvelles politiques mercantilistes fondées sur la modération salariale.

L'ouvrage dépasse la conception microéconomique voulant que la croissance des salaires soit un coût qui a des conséquences négatives sur l'entreprise. Au lieu de cela, il prend en compte sa dynamique macroéconomique positive car les salaires sont une source primordiale de la demande globale. La croissance des salaires peut générer une croissance de la demande et de la productivité, et créer ainsi un cercle vertueux. L'insuffisance de la croissance des salaires et plus généralement la polarisation de la distribution du revenu ont contribué à la crise économique mondiale.

La parution de cet ouvrage est particulièrement opportune compte tenu des pressions à la baisse existantes sur la croissance des salaires, dans le monde entier et notamment en Europe. La Commission européenne a inclus le taux de croissance des coûts de main-d'œuvre unitaires nominaux parmi ses 11 indicateurs essentiels qui mesurent les déséquilibres mac-

roéconomiques et qui peuvent finalement déboucher sur des sanctions pour les membres de la zone euro. La Commission a imposé des limites supérieures à ce taux de croissance, mais pas de limites inférieures, et elle a récemment reproché à plusieurs pays d'avoir établi des salaires minimums exagérément élevés. Aux yeux des auteurs, ces types de politiques freineront encore plus la croissance des salaires et sont donc susceptibles de compromettre la perspective d'un redressement économique mondial.

Causes de la baisse de la part des salaires

Depuis plusieurs décennies maintenant, la croissance des salaires ne suit pas le rythme de la croissance de la productivité et de l'inflation. C'est pourquoi les parts des salaires ont baissé. L'ouvrage présente de nouveaux éléments d'information sur les causes de cette situation, qui montrent que la financiarisation, le recul de l'État providence et la mondialisation ont été les principaux moteurs de cette tendance. Contrairement à ce que l'on croit souvent, l'évolution des technologies n'a pas joué un rôle important.

Effets favorables des hausses des salaires sur la demande globale

Le résultat empirique peut-être le plus frappant de cet ouvrage est que dans tous les pays du G-20, une augmentation d'un point de pourcentage de la part des salaires dans un pays donné a une incidence positive sur la demande intérieure de ce pays (c'est-à-dire ici la consommation et l'investissement). Par exemple, une augmentation d'un point de pourcentage de la part des salaires à l'intérieur de la zone euro entraîne une augmentation de 0,14 point de pourcentage de la demande intérieure. Cet effet positif sur le PIB est moindre lorsque les effets sur la demande extérieure (les exportations moins les importations) sont pris en compte. Il se produit la même chose quand on examine l'augmentation de la part des salaires dans différents pays européens pris individuellement, et dans le cas d'autres pays comme les États-Unis, le Japon, la Turquie et la République de Corée.

Il y a certains pays où une augmentation donnée de la part des salaires a un impact négatif sur la somme de la demande intérieure et de la demande extérieure, en raison de son effet préjudiciable sur les exportations nettes: le Canada, l'Australie, l'Argentine, l'Inde, l'Afrique du Sud et surtout la Chine sont dans ce cas. Mais ce que montre l'étude, c'est que cet effet négatif sur le PIB s'inverse pour devenir positif au Canada, au Mexique, en Argentine et en Inde lorsqu'on suppose plutôt que l'augmentation d'un point de pourcentage de la part des salaires se produit simultanément dans tous les pays du G-20. L'impact d'une telle augmentation coordonnée de la part des salaires est une augmentation de 0,36 point de pourcentage du PIB global de l'ensemble des pays du G-20, qui représentent plus de 80 pour cent du PIB mondial. Une stratégie fondée sur le rôle moteur des salaires est une politique économique viable pour une reprise économique mondiale.

Impact favorable des hausses de salaires sur la productivité du travail

Une augmentation de la part des salaires a un impact favorable qui s'étend au-delà de la demande globale et de l'activité économique. Une croissance plus rapide des salaires réels

induit des effets positifs sur le taux de croissance de la productivité du travail. Les salaires réels ont deux effets sur la croissance de la productivité: premièrement, un effet direct, car la hausse des salaires réels incite les entreprises à mettre en place des méthodes de production plus productives de façon à préserver leurs bénéfices; deuxièmement, un effet indirect, qui se produit parce qu'une hausse des salaires réels entraîne souvent une augmentation de la demande globale, comme on l'a déjà souligné, l'évolution du taux de croissance de la demande globale induisant une évolution similaire du taux de croissance de la productivité du travail. Une stratégie fondée sur le rôle moteur des salaires a donc aussi des effets favorables du côté de l'offre. Une croissance lente des salaires réels peut faire croire que le marché du travail fonctionne bien, comme cela a été le cas avec le «miracle de l'emploi aux Pays-Bas» dans les années 1980 et 1990, et même au début des années 2000, mais c'est parce que le niveau élevé de l'emploi est dû à la faible productivité du travail, conjuguée à une stagnation du niveau de vie. Il est préférable de mettre en place une politique de croissance des salaires réels, parallèlement à un engagement, au plan macroéconomique, en faveur du plein emploi.

Inégalité de revenu et déséquilibres macroéconomiques

Ce volume contient aussi une étude de cas portant sur les conséquences de la hausse des inégalités de revenu dans trois pays – États-Unis, Chine et Allemagne – qui, ensemble, représentent près de 40 pour cent du PIB mondial. Ces trois pays connaissent aussi d'importants (et différents) déséquilibres macroéconomiques. L'étude montre que l'offre de main-d'œuvre ainsi que les décisions des ménages en matière d'épargne et de financement sont fortement affectées par l'évolution de la distribution du revenu, même si les réactions précises des ménages dépendent de facteurs comme l'ampleur et la réglementation des marchés du crédit, la qualité du régime de protection sociale, le système éducatif (financement privé ou financement public), le fonctionnement du marché du travail (flexibilité interne ou externe), les qualifications des travailleurs (compétences spécifiques/professionnelles ou compétences générales) et la réactivité des politiques monétaires et budgétaires à l'égard du chômage cyclique. La hausse de l'inégalité de revenu aux États-Unis a entraîné une évolution du comportement des ménages américains en matière de consommation et d'emprunt. En revanche, en Chine et en Allemagne, la hausse de l'inégalité de revenu et l'aggravation de l'insécurité de l'emploi ont poussé les ménages à épargner davantage.

Un «New Deal» keynésien mondial

Si la hausse de l'inégalité de revenu et les grands déséquilibres mondiaux sont d'importantes causes de la récession financière mondiale, il existe aussi un troisième facteur: la financiarisation croissante de l'économie, liée à la réglementation inefficace des marchés financiers. Ces trois tendances ont suscité des stratégies économiques impossibles à maintenir dans la durée, fondées sur des phases d'essor de la consommation tirée par l'endettement et sur des politiques mercantilistes axées sur les exportations. L'ouvrage analyse un vaste ensemble de mesures économiques, en mettant l'accent sur le fait qu'une stratégie de croissance tirée par les salaires devrait faire partie d'un «New Deal» keynésien mondial de façon à mettre en place une reprise économique durable, stable et équitable. Cette stratégie nécessite de renforcer le pouvoir de négociation des syndicats, de diminuer les frais généraux d'encadrement

et les prétentions des détenteurs de la richesse financière en termes de bénéfices, et de réduire le secteur financier qui génère d'énormes profits. Plus généralement, le «New Deal» exige, premièrement, une réglementation appropriée du secteur financier pour prévenir les futurs excès dans ce domaine; deuxièmement, la réorientation des politiques macroéconomiques de façon à stimuler et stabiliser la demande intérieure, en particulier dans les pays où la balance des opérations courantes est excédentaire; et troisièmement, la reconstruction de la coordination internationale des politiques macroéconomiques et d'un nouvel ordre financier mondial dans le droit fil de la chambre de compensation internationale de Keynes, de façon à décourager les pays d'adopter des politiques mercantilistes axées sur les exportations et fondées sur le bas niveau des salaires ou la faiblesse de leur croissance.

La croissance tirée par les salaires comme autre option pour remplacer le néo-libéralisme

On peut se demander s'il est réellement possible d'inverser la tendance actuelle de hausse de la part des bénéfices et de l'inégalité de revenu, ou si nous devons rester tranquilles et accepter le slogan «Il n'y a pas d'autre solution» («There Is No Alternative» (TINA)). L'ouvrage montre que l'évolution de la distribution du revenu a été pilotée par la mondialisation, la financiarisation et le recul de l'État providence plutôt que par la technologie. La politique économique peut influencer sur cette tendance. La croissance des salaires peut stimuler la croissance de la demande globale et de la productivité. Le «New Deal» keynésien mondial nous montre comment y parvenir.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

